



Distribution: générale

Date: 20 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-C/3/4

Questions opérationnelles

**Pour information**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Augmentation budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Tchad 200713**

<b>Coût (en dollars É.-U.)</b>			
	<b>Budget actuel</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Budget révisé</b>
Produits alimentaires et coûts connexes	217 936 656	64 884 253	282 820 909
Transferts de type monétaire et coûts connexes	90 119 067	41 812 284	131 931 351
Développement et augmentation des capacités	3 659 780	1 541 373	5 201 153
<b>Coût total pour le PAM</b>	<b>404 907 255</b>	<b>136 418 408</b>	<b>541 325 664</b>

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

### **Décision**

Le Conseil a approuvé par correspondance l'augmentation budgétaire de 136 418 408 dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Tchad 200713, aux fins de la prolongation de cette intervention pour une durée de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018.

*19 octobre 2017*

#### **Coordonnateurs responsables:**

M. A. Dieng  
Directeur régional  
Afrique de l'Ouest  
courriel: [abdou.dieng@wfp.org](mailto:abdou.dieng@wfp.org)

Mme M. McGroarty  
Directrice de pays  
courriel: [mary-ellen.mcgroarty@wfp.org](mailto:mary-ellen.mcgroarty@wfp.org)

## Nature de l'augmentation

1. La présente révision budgétaire prolonge jusqu'au 31 décembre 2018 l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Tchad 200713, maintenant les activités en cours et établissant un cadre de transition afin de faciliter le passage d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2019 au premier plan stratégique de pays, qui sera élaboré à la lumière d'un examen stratégique national Faim zéro.
2. Plus précisément, cette révision budgétaire permettra de financer:
  - un accroissement de 60 888 tonnes de la quantité de vivres à transférer, pour un montant de 28,5 millions de dollars;
  - une hausse de 34,6 millions de dollars du montant alloué à l'assistance de type monétaire;
  - une augmentation de 43,6 millions de dollars des coûts de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention ainsi que des autres coûts opérationnels directs liés aux transferts de vivres et aux transferts de type monétaire;
  - un accroissement de 1,5 million de dollars du montant alloué au développement et à l'augmentation des capacités; et
  - une hausse de 8,9 millions de dollars des coûts d'appui indirects.

## Justification de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

### Résumé des activités en cours

3. L'IPSR 200713 vise à renforcer la résilience, à protéger les moyens d'existence et à réduire la malnutrition parmi les groupes vulnérables. Elle prévoit des distributions générales de vivres à l'intention des réfugiés en situation d'insécurité alimentaire en provenance du Soudan et de la République centrafricaine, des Tchadiens de retour de République centrafricaine, et d'autres groupes vulnérables; une supplémentation alimentaire ciblée en faveur des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée qui reçoivent un traitement ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition<sup>1</sup>; des activités visant à prévenir la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes; des activités axées sur la création d'actifs destinées aux ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique; et une assistance technique en vue de renforcer les capacités du Gouvernement en matière d'alerte rapide, de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de réduction de la dénutrition chez les enfants.
4. L'IPSR est conforme à la politique du PAM relative au renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à sa politique en matière de problématique hommes-femmes. Elle contribue à la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 du PAM, et des objectifs de développement durable 2, 5 et 17. Elle appuie la stratégie pour l'amélioration de la sécurité alimentaire arrêtée par le Gouvernement et est en phase avec les politiques nationales en matière de nutrition.

### Conclusion et recommandations issues de la réévaluation

5. Le Tchad, qui est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, comptait 14,2 millions d'habitants en 2016, dont 51 pour cent de femmes et 55 pour cent de jeunes de moins de 18 ans. Quarante-sept pour cent de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté national. Depuis 2014, la situation socioéconomique s'est dégradée, en raison principalement des effets conjugués de la chute drastique des cours du pétrole et de la baisse de la production, ainsi que du fait que le pays est concerné par plusieurs crises pesant sur la sécurité régionale qui frappent le Cameroun, le Mali, le Niger et le Nigéria<sup>2</sup>. Touché lui-même par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, le Tchad accueille un grand nombre de réfugiés et de rapatriés ainsi que de

---

<sup>1</sup> La supplémentation alimentaire ciblée est mise en œuvre conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

<sup>2</sup> PAM. *Regional Bureau Dakar Markets Update: June 2017*. Disponible à l'adresse: <http://bit.ly/2sHz3HA>.

personnes déplacées dans le bassin du lac Tchad qui fuient la violence et l'insécurité qui ont plongé la région dans une crise humanitaire<sup>3</sup>.

6. L'insécurité alimentaire demeure généralisée, en particulier durant la période de soudure dans la zone sahélienne. Selon les estimations du Cadre harmonisé de mars 2017, 900 000 personnes dans 17 départements seraient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (phases 3 et 4 du Cadre) pendant la période de soudure de 2017, et 2,6 millions de personnes supplémentaires seraient "sous pression" (phase 2 du Cadre). Les régions les plus vulnérables (niveau 1 de l'analyse intégrée du contexte) sont les plus durement éprouvées. Il s'agit de Barh El Gazal, Batha, Kanem, Nord Guéra, Ouaddai et Wadi Fira. Les principaux facteurs contribuant aux niveaux élevés d'insécurité alimentaire sont notamment la baisse du pouvoir d'achat des ménages résultant de la crise budgétaire et économique, et la désorganisation des marchés et des échanges liée à l'insécurité dans les pays voisins.
7. Le Tchad est classé au 185<sup>ème</sup> rang sur 188 pays selon l'indice d'inégalité de genre. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par l'insécurité alimentaire, 37 pour cent des ménages dirigés par une femme étant en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave<sup>4</sup>. Les femmes ont peu accès à la propriété foncière par rapport aux hommes (14 pour cent contre 51 pour cent) et n'ont guère d'influence sur la prise de décisions (seulement 17 pour cent d'entre elles sont associées aux décisions capitales concernant leur santé ou les dépenses importantes du ménage). En moyenne, les filles ont un niveau d'instruction inférieur à celui des garçons et risquent davantage d'abandonner l'école prématurément, ce qui contribue à accentuer les disparités entre les sexes en matière d'éducation<sup>5,6</sup>. Les violences sexistes sont courantes: 29 pour cent des femmes ont subi des violences physiques<sup>7</sup>.
8. Le taux de malnutrition aiguë est demeuré élevé (11,9 pour cent)<sup>8</sup> en août et septembre 2016. Le taux de malnutrition chronique l'était également (29 pour cent)<sup>9</sup>, avec de fortes disparités régionales. L'état nutritionnel des réfugiés varie fortement d'une région à l'autre et en fonction de leur lieu d'origine, l'état des réfugiés soudanais hébergés dans des camps dans le nord-est du pays étant particulièrement préoccupant. En outre, le taux d'anémie chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reste inquiétant, tout comme la malnutrition chronique dont souffrent plus de 40 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois résidant dans des camps.
9. La prévalence élevée de la malnutrition est fortement corrélée à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté, aux pratiques nutritionnelles inadaptées, à l'insuffisance du recours et de l'accès aux services de santé de base, et aux mauvaises conditions de vie. Une étude sur le coût de la faim en Afrique menée par le Gouvernement, avec l'appui du PAM et en collaboration avec l'Union africaine, a conclu que 43 pour cent des décès d'enfants étaient liés à la malnutrition<sup>10</sup>.

---

<sup>3</sup> PAM. 2016. *Lake Chad Basin Desk Review: Socio-economic analysis of the Lake Chad Basin Region, with focus on regional environmental factors, armed conflict, gender and food security issues*. Disponible à l'adresse: <http://bit.ly/2wsxlsJ>.

<sup>4</sup> PAM et autres organismes. 2016. République du Tchad: Enquête nationale sur la sécurité alimentaire (ENSA). Disponible à l'adresse: [http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp284152.pdf?\\_ga=2.163676669.336945393.1506950803-298904814.1505738065](http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp284152.pdf?_ga=2.163676669.336945393.1506950803-298904814.1505738065).

<sup>5</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2016. Tchad: Rapport d'état sur le système éducatif national: éléments d'analyse pour une refondation de l'école. Disponible à l'adresse: <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002474/247447f.pdf>

<sup>6</sup> Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques et ICF International. 2016 Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples au Tchad 2014–2015. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR317/FR317.pdf>.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Rapport final de l'enquête nationale de nutrition et de mortalité. Rétrospective au Tchad, août-septembre 2016.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Étude sur le coût de la faim au Tchad, 2016. Disponible à l'adresse: [https://static1.squarespace.com/static/527789a2e4b0a23a823e44cd/t/5807543b9de4bb8d17024bb9/1476875369146/CHAD\\_Report+final2email+%281%29.pdf](https://static1.squarespace.com/static/527789a2e4b0a23a823e44cd/t/5807543b9de4bb8d17024bb9/1476875369146/CHAD_Report+final2email+%281%29.pdf).

10. Depuis 2003, le Tchad accueille un flux constant de réfugiés, provenant essentiellement du Soudan, de la République centrafricaine et du Nigéria. En octobre 2016, quelque 387 000 réfugiés (dont 56 pour cent de femmes et 58 pour cent de jeunes de moins de 18 ans<sup>11</sup>), 87 000 rapatriés et 105 000 personnes déplacées vivaient au Tchad<sup>12</sup>. Ces déplacements ont des répercussions sur les communautés hôtes, qui compteraient 734 000 personnes<sup>13</sup>. Une mission d'évaluation conjointe conduite par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le PAM pendant le premier semestre de 2016 a confirmé que l'assistance alimentaire demeurerait la principale source de nourriture pour les réfugiés.
11. L'évaluation à mi-parcours de l'IPSR, conduite en juillet 2016, a indiqué que la stratégie et la conception de l'IPSR étaient pertinentes du point de vue du ciblage géographique, des activités socioéconomiques et des modalités d'intervention, s'agissant de venir en aide aux personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire**

12. La prolongation de 12 mois permettra d'assurer la continuité des opérations du PAM pendant l'élaboration du premier plan stratégique du Tchad, qui devrait prendre effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le PAM prévoit de venir en aide à 1,5 million de bénéficiaires en 2018.
13. Dans le cadre de l'IPSR 200713, le bureau de pays continuera:
  - d'appuyer les interventions humanitaires en apportant une assistance vitale aux plus vulnérables, notamment les réfugiés, les rapatriés et les communautés d'accueil dans les régions de l'est et du sud du pays, tout en transposant à plus grande échelle les activités axées sur le relèvement rapide et le renforcement de la résilience;
  - de soutenir le système national de protection sociale en renforçant la position du PAM en tant que partenaire essentiel du Gouvernement et d'autres acteurs, comme la Banque mondiale, pour ce qui est de renforcer les capacités dans divers domaines, comme le ciblage et la gestion des informations relatives aux bénéficiaires;
  - d'accorder plus de place à la prévention de la malnutrition tout en maintenant les programmes de traitement de la malnutrition susceptibles de sauver des vies dans les régions sahéennes du Tchad et dans d'autres contextes d'urgence<sup>14</sup>; et
  - d'adopter une approche intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition pendant la période de soudure, en fournissant des vivres ou des transferts de type monétaire aux ménages en situation d'insécurité alimentaire grave tout en assurant à titre préventif un appui nutritionnel à l'intention des enfants vulnérables âgés de 6 à 23 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes.

---

<sup>11</sup> Mission d'évaluation conjointe du HCR et du PAM, 2016. Disponible à l'adresse: <http://www.wfp.org/content/tchad-mission-evaluation-hcr-pam-situation-refugies-centrafricains-soudanais-november-2016>.

<sup>12</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Aperçu des besoins humanitaires au Tchad, 2017 – données du HCR. Disponible à l'adresse: [https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/tcd\\_str\\_hno2017\\_fr\\_20161216.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/tcd_str_hno2017_fr_20161216.pdf).

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> L'accent sera mis sur la recherche de nouvelles modalités d'exécution, notamment les plateformes communautaires, et sur le renforcement des interventions à dimension nutritionnelle, comme envisagé dans le plan d'intervention conjoint du PAM et de l'UNICEF. Une approche multisectorielle à visée préventive, destinée à mettre en place un dispositif complet d'interventions complémentaires pour les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes, sera adoptée pour traiter le retard de croissance dans les zones ciblées. On étudiera la possibilité d'intégrer à la plateforme de supplémentation alimentaire généralisée des services complémentaires ayant trait notamment aux soins de santé primaire, à la vaccination, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, ainsi qu'à la santé en matière de procréation. Le PAM continuera de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé afin de promouvoir l'alimentation complémentaire au moyen de projets pilotes de production locale d'aliments complémentaires enrichis destinés aux jeunes enfants.

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ**

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Effectifs actuels			Augmentation			Effectifs révisés		
		Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Distributions générales de vivres	Réfugiés (soudanais et centrafricains)	213 463	252 992	<b>466 455</b>	167 927	199 024	<b>366 951</b>	253 472	259 629	<b>513 101</b>
	Rapatriés	43 791	47 320	<b>91 111</b>	49 205	53 170	<b>102 375</b>	49 140	53 235	<b>102 375</b>
Aide saisonnière	Populations vulnérables	417 793	453 627	<b>871 420</b>	192 660	197 340	<b>390 000</b>	438 169	474 683	<b>912 852</b>
Création d'actifs	Déplacés et populations d'accueil	153 000	337 000	<b>490 000</b>	97 308	102 692	<b>200 000</b>	260 640	282 360	<b>543 000</b>
Prévention de la malnutrition aiguë (supplémentation alimentaire généralisée)	Enfants de 6 à 23 mois	111 600	113 400	<b>225 000</b>	34 720	35 280	<b>70 000</b>	124 800	131 040	<b>260 000</b>
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	133 000	<b>133 000</b>	–	30 000	<b>30 000</b>	–	142 000	<b>142 000</b>
Traitement de la malnutrition aiguë modérée (supplémentation alimentaire ciblée)	Enfants de 6 à 59 mois	281 220	296 780	<b>578 000</b>	97 308	102 692	<b>200 000</b>	294 440	310 160	<b>604 600</b>
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	72 000	<b>72 000</b>	–	36 000	<b>36 000</b>	–	72 000	<b>72 000</b>
	Soignants et bénévoles	5 760	29 240	<b>35 000</b>	2 304	11 696	<b>14 000</b>	5 600	29 400	<b>35 000</b>
Prévention de la malnutrition chronique	Enfants de 6 à 23 mois	48 000	52 000	<b>100 000</b>	24 000	26 000	<b>50 000</b>	60 000	65 000	<b>125 000</b>
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	–	–	–	13 000	<b>13 000</b>	6 422	6 578	<b>13 000</b>
Enrichissement des aliments	Enfants de 6 à 23 mois	–	–	–	26 259	26 682	<b>52 941</b>	26 153	26 788	<b>52 941</b>
<b>Total</b>		<b>1 274 627</b>	<b>1 787 359</b>	<b>3 061 986</b>	<b>691 691</b>	<b>833 576</b>	<b>1 525 267</b>	<b>1 522 996</b>	<b>1 852 873</b>	<b>3 375 869</b>
<b>Total (hors chevauchement)</b>		<b>1 163 027</b>	<b>1 540 959</b>	<b>2 703 986</b>	<b>656 971</b>	<b>768 296</b>	<b>1 425 267</b>	<b>1 394 036</b>	<b>1 579 833</b>	<b>2 973 869</b>

14. On recourra à la fois aux transferts de vivres en nature et aux transferts de type monétaire pour fournir l'assistance, qu'elle soit ou non assortie de conditions; les transferts de type monétaire seront privilégiés lorsque les conditions des marchés y seront favorables (ce qui sera étayé par des études de marché)<sup>15,16,17</sup> et que la demande supplémentaire pourra être absorbée sans entraîner de perturbations.
15. Les activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs seront également étendues aux communautés d'accueil ainsi qu'aux réfugiés et rapatriés en provenance du Soudan et de la République centrafricaine afin de promouvoir l'autosuffisance et la transition vers la mise en place de solutions durables. Vingt-cinq pour cent des réfugiés et des rapatriés vivant dans les régions se prêtant à ce type d'activités bénéficieront de programmes de renforcement de la résilience pendant trois mois, puis de transferts de vivres ou de transferts de type monétaire non assortis de conditions le reste de l'année. Cette proportion tient compte du niveau de financement et de l'aptitude des partenaires coopérants à intensifier ces activités tout en garantissant la qualité. On utilisera les données probantes issues des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs en cours pour plaider en faveur d'une augmentation des ressources et progressivement transposer cette stratégie à plus grande échelle. Les réfugiés et les rapatriés participeront aux projets de création d'actifs dès leur conception grâce à leur participation aux activités de planification communautaire participative. Les actifs créés peuvent être des structures multifonctionnelles de gestion de l'eau; des potagers communautaires et scolaires destinés à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les régions touchées par des déficits vivriers chroniques, à appuyer les cantines scolaires et à générer des revenus supplémentaires pour les ménages; et des structures permettant de conserver, de protéger et de régénérer l'eau, les sols et la végétation et de protéger les sites de production de l'érosion.
16. Les types d'actifs spécifiques et les options de partenariat sont déterminés à l'aide d'une approche à trois niveaux, qui englobe l'analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative<sup>18</sup>. Le choix des projets et des modalités tiendra compte des préoccupations, des préférences et des capacités propres aux hommes et aux femmes. Des mesures de protection spéciales spécifiques sont mises en place à l'intention des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants, qui ne participeront pas au travail effectué. Le bureau de pays étudiera la possibilité de créer des espaces d'accueil pour les enfants qui ne sont pas encore en âge d'aller à l'école. Des mécanismes sont mis en place aux points de distribution pour recueillir les avis des bénéficiaires concernant notamment les questions relatives à la problématique hommes-femmes, la protection et la responsabilité (comités chargés de recueillir les avis ou lignes téléphoniques directes, par exemple). Ces mécanismes continueront à être améliorés et figureront dans les accords de partenariat sur le terrain. Un partenaire de réserve a été engagé en juillet pour une période de six mois afin d'aider le bureau de pays à élaborer et à mettre en œuvre ces initiatives.
17. Le suivi de la performance continuera d'être effectué conformément aux directives du PAM, au moyen des outils de suivi et d'évaluation des bureaux de pays. Les données relatives aux indicateurs de produits et d'effets directs clés seront extraites des rapports de suivi des distributions, des rapports des partenaires coopérants et des rapports de suivi post-distribution.

---

<sup>15</sup> PAM et autres organismes. Étude des marchés en lien avec la sécurité alimentaire au Tchad: juin 2016. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023090/download/>.

<sup>16</sup> PAM et autres organismes. Étude des marchés en lien avec la sécurité alimentaire au Tchad: mars 2017. Disponible à l'adresse: [www.wfp.org/content/tchad-etude-des-marches-securite-alimentaire-mars-2017](http://www.wfp.org/content/tchad-etude-des-marches-securite-alimentaire-mars-2017).

<sup>17</sup> République du Tchad – Évaluation conjointe de la sécurité alimentaire et des marchés, février 2017. Disponible à l'adresse: <http://www.wfp.org/content/chad-evaluation-conjointe-de-la-securite-alimentaire-et-des-marches-fevrier-2017>.

<sup>18</sup> Au Tchad, l'analyse intégrée du contexte a été achevée, la planification saisonnière des moyens d'existence est en cours dans 10 zones du pays et la planification communautaire participative précède systématiquement la mise en œuvre des projets. Le bureau de pays a déjà commencé à mettre en place des activités de planification communautaire participative associant les communautés locales et déplacées.

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES QUOTIDIENNES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (CHIFFRES RÉVISÉS) PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)</b>												
Produits alimentaires	Distributions générales de vivres - réfugiés en provenance du Soudan et de la République centrafricaine		Distributions générales de vivres - Populations locales vulnérables	Prévention de la malnutrition aiguë - Supplémentation alimentaire généralisée - Enfants de 6 à 23 mois	Prévention de la malnutrition chronique - Enfants de 6 à 23 mois	Prévention de la malnutrition aiguë – Supplémentat ion alimentaire généralisée - Femmes enceintes et mères allaitantes	Prévention de la malnutrition chronique - Femmes enceintes et mères allaitantes	Supplémentation alimentaire ciblée et intervention face à une crise - Enfants de 6 à 59 mois	Supplémentation alimentaire ciblée - Femmes enceintes et mères allaitantes	Supplémentation alimentaire ciblée - Bénévoles et soignants	Assistance alimentaire pour la création d'actifs - Ménages en situation d'insécurité alimentaire	Aliments enrichis - Enfants de 6 à 23 mois
	Ration entière	80% de la ration										
Céréales	425	350	225								450	
Légumes secs	50	50	50								100	
Huile	25	25	15			25	25		25		25	
Sel	5	5	5								5	
Sucre	15	15	15			20	20		20			
SuperCereal	50	50				200	200		200			
SuperCereal Plus					200			200				
Plumpy'Doz				47								
Micronutriments en poudre												0,4
<b>Total kcal/jour</b>	<b>2 078</b>	<b>1 823</b>	<b>1 400</b>	<b>247</b>	<b>787</b>	<b>1 050</b>	<b>1 050</b>	<b>787</b>	<b>1 050</b>	<b>-</b>	<b>580</b>	<b>N.D.</b>
% de kcal d'origine protéique	13	13	13	10	17	12	12	17	12		14	N.D.
% de kcal d'origine lipidique	19	20	24	58	23	35	35	23	35		18	N.D.
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,375	0,375	0							0,4	0,4	
Nombre de jours d'alimentation	360	360	90	120	180	120	180	90	180	240	60	365

## Besoins en produits alimentaires

<b>TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ</b>				
<b>Activité</b>	<b>Produits alimentaires/ transferts de type monétaire</b>	<b>Besoins en produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)/ transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)</b>		
		<b>Chiffres actuels</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Total révisé</b>
Distributions générales de vivres – réfugiés et rapatriés	Vivres	138 890	44 315	<b>183 205</b>
	Transferts de type monétaire	43 811 045	27 601 992	<b>71 413 037</b>
Distributions générales de vivres – groupes vulnérables	Vivres	15 346	4 248	<b>19 594</b>
	Transferts de type monétaire	10 468 458	3 881 250	<b>14 349 708</b>
Création d'actifs	Vivres	7 068	3 480	<b>10 548</b>
	Transferts de type monétaire	14 675 000	2 400 000	<b>17 075 000</b>
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Vivres	12 266	5 188	<b>17 454</b>
Prévention de la malnutrition aiguë et chronique (supplémentation alimentaire généralisée)	Vivres	7 594	3 650	<b>11 244</b>
Volontaires et soignants	Vivres	609	–	<b>609</b>
	Transferts de type monétaire	5 740 000	700 000	<b>6 440 000</b>
Enrichissement des aliments	Vivres	–	8	<b>8</b>
<b>Total, produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)</b>		<b>181 772</b>	<b>60 888</b>	<b>241 661</b>
<b>Total, transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)</b>		<b>74 694 503</b>	<b>34 583 242</b>	<b>109 277 745</b>

### Évaluation des dangers et des risques et planification des mesures de préparation

18. L'insécurité physique est une préoccupation majeure, en particulier dans les zones aux alentours du lac Tchad (classées au niveau d'insécurité 3) et le long de la frontière soudanaise. On recourra à des escortes si nécessaire et on pourra sous-traiter la réalisation et le suivi des activités si la dégradation des conditions de sécurité venait à limiter l'accès du personnel du PAM sur le terrain.
19. L'aggravation de la crise économique et les troubles sociaux connexes constituent un autre risque. Le bureau de pays renforce actuellement ses processus de gestion des risques pour faire en sorte que les risques soient étroitement surveillés, que les mesures d'atténuation et de préparation soient appliquées en temps voulu et qu'un plan de continuité des opérations soit en place.

## ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
<b>Produits alimentaires</b>			
Céréales	38 840	12 747 936	
Légumes secs	5 256	2 950 252	
Huiles et matières grasses	2 645	3 095 525	
Aliments composés et mélanges	12 215	8 745 263	
Autres	1 933	981 394	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>60 888</b>	<b>28 520 369</b>	
Transport extérieur		3 702 544	
Transport terrestre, entreposage et manutention		27 339 099	
Autres coûts d'appui directs – produits alimentaires		5 322 240	
<b>Produits alimentaires et coûts connexes<sup>1</sup></b>			<b>64 884 253</b>
Transferts de type monétaire			34 583 242
Coûts connexes			7 229 042
<b>Transferts de type monétaire et coûts connexes</b>			<b>41 812 284</b>
<b>Développement et augmentation des capacités</b>			<b>1 541 373</b>
Coûts opérationnels directs			108 237 910
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) <sup>2</sup>			19 255 930
<b>Total des coûts directs du projet</b>			<b>127 493 839</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			8 924 569
<b>Coût total pour le PAM</b>			<b>136 418 408</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs	8 109 843
Agents des services généraux	4 457 500
Prime de danger et indemnités locales	1 022 000
<b>Total partiel</b>	<b>13 589 343</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et autres</b>	
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>233 000</b>
<b>Sécurité</b>	<b>940 553</b>
<b>Voyages et transport</b>	<b>2 228 165</b>
<b>Études préalables, évaluations et suivi <sup>1</sup></b>	<b>380 965</b>
<b>Total des coûts d'appui directs</b>	<b>19 255 930</b>

---

<sup>1</sup> Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance